



Distribution: générale

Date: 2 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/1/4

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentation budgétaire pour le programme de pays Guinée 200326

Coût (en dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	40 910 663	8 175 698	49 086 361
Transferts de type monétaire et coûts connexes	473 804	1 624 563	2 098 367
Développement et augmentation des capacités	1 367 164	345 043	1 712 207
Coût total pour le PAM	55 543 582	15 141 683	70 685 965

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 15 141 683 dollars É.-U. pour le programme de pays Guinée 200326, aux fins de la prolongation de ce programme pour une durée de 18 mois allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2019.

27 septembre 2017

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. E. Nizeyimana
Directeur de pays
courriel: edouard.nizeyimana@wfp.org

Nature de l'augmentation

1. La présente révision budgétaire permettra de financer la prolongation pour 18 mois du programme de pays 200326, qui fera office de plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2019. Cette prolongation et cette augmentation budgétaire permettront au PAM d'aider davantage de bénéficiaires et de disposer de ressources supplémentaires pour les produits alimentaires, le transport, l'entreposage et la manutention, le développement et l'augmentation des capacités, un programme de transferts de type monétaire et les coûts d'appui directs et indirects. Elles permettront aussi au PAM de poursuivre ses opérations en cours tout en menant des consultations avec le Gouvernement au sujet de la feuille de route du pays pour éliminer la faim et atteindre les objectifs du Programme 2030. En juillet 2019 commencera la mise en œuvre d'un plan stratégique de pays d'une durée de cinq ans, établi à partir d'un examen stratégique national Faim zéro.
2. La présente révision budgétaire est conforme au plan quinquennal de développement du Gouvernement (2016–2020), au plan national de relèvement après Ebola et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2018–2022. Tous ces documents d'orientation contiennent non seulement des dispositions pour une meilleure gouvernance, la transformation de l'économie et la gestion durable des ressources naturelles, mais aussi un pilier relatif à la mise en valeur du capital humain axé sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux.
3. Plus précisément, la révision budgétaire permettra de financer les éléments suivants:
 - une augmentation des transferts de vivres de 9 720 tonnes, représentant un montant de 5 826 737 dollars;
 - une hausse de 1 744 606 dollars des frais liés aux produits alimentaires pour le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention et les autres coûts opérationnels directs;
 - une augmentation de 345 043 dollars des coûts afférents au développement et à l'augmentation des capacités;
 - la mise en œuvre d'un programme de transferts de type monétaire pour les personnes touchées par la maladie à virus Ebola et pour les personnes atteintes du VIH et de la tuberculose sous traitement qui souffrent de malnutrition, comme l'ont recommandé le Gouvernement et les partenaires du protocole national de prévention d'Ebola, d'un coût de 1 624 563 dollars; et
 - une hausse de 4 005 801 dollars des coûts d'appui directs.

Justification de la prolongation du programme et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités du programme en cours

4. Le programme de pays contribue aux activités prioritaires du Gouvernement qui visent à améliorer les services sociaux pour les personnes vulnérables, en particulier dans les zones rurales. Il s'attaque à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et vise essentiellement les enfants d'âge scolaire, les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes en insuffisance pondérale et les personnes atteintes du VIH et de la tuberculose sous traitement qui souffrent de malnutrition. Il a pour objectifs d'accroître les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire et de réduire le taux d'abandon chez les écoliers du primaire, en particulier les filles, tout en renforçant la capacité du Gouvernement à gérer et à prendre en main les activités liées aux repas scolaires. Le programme contribue aussi à améliorer l'état nutritionnel des enfants ciblés âgés de 6 à 59 mois ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes grâce au traitement de la malnutrition aiguë modérée et à la prévention de la malnutrition chronique. Les achats de produits alimentaires au niveau local favoriseront l'accès au marché et l'amélioration de la production agricole, renforceront la résilience et accroîtront les revenus des petits exploitants, notamment les femmes et les jeunes.

5. Les activités liées aux repas scolaires permettent de s'attaquer aux disparités entre les sexes grâce à la distribution de rations à emporter aux parents qui scolarisent leurs filles. Cette stratégie a donné de bons résultats s'agissant d'améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation scolaire des filles. Ces activités sont complétées par une aide aux groupes de femmes qui produisent des légumes, l'objectif étant d'assurer un approvisionnement en légumes en vue d'améliorer les repas scolaires et d'ajouter un élément à dimension nutritionnelle au programme. Ce volet nutritionnel prévoit aussi une assistance alimentaire et des activités de renforcement des capacités à l'intention des femmes enceintes et des mères allaitantes en insuffisance pondérale, tandis que les activités concernant l'accès aux marchés profitent essentiellement aux groupes de femmes et de jeunes qui interviennent dans la transformation et la commercialisation du riz.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

6. L'épidémie d'Ebola a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire, comme cela a été souligné lors de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence menée en 2015, dont il était ressorti qu'environ 1,9 million de personnes en Guinée étaient exposées à l'insécurité alimentaire, situation qui n'a pas beaucoup évolué depuis. La fermeture des frontières et des marchés et les doutes des consommateurs concernant la sécurité sanitaire des produits agricoles venant de zones touchées par l'épidémie ont nui au pouvoir d'achat et ont entraîné une hausse des prix des denrées importées et l'effondrement des exportations de produits de base, ce qui a donné lieu à des ruptures d'approvisionnement sur les marchés locaux. D'après l'évaluation, l'insécurité alimentaire allait persister longtemps, exacerbant les difficultés auxquelles se heurtaient les personnes les plus vulnérables, comme les enfants souffrant de malnutrition et les femmes enceintes et les mères allaitantes en insuffisance pondérale.
7. L'Organisation mondiale de la Santé et le Gouvernement ont déclaré la fin de l'épidémie d'Ebola le 29 décembre 2015, envoyant un signal fort selon lequel la fourniture des services d'éducation et de santé ainsi que des autres services de base devait reprendre. Depuis début 2016, l'organisme national chargé de la sécurité sanitaire, qui a remplacé la cellule de coordination Ebola, assure une surveillance stricte. Les activités concernant l'éducation et la santé qui étaient en cours avant l'épidémie ont repris et celles qui figurent dans la présente prolongation du programme de pays sont conformes aux recommandations formulées par le Gouvernement et ses partenaires dans le protocole de prévention lié à Ebola.
8. L'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) réalisée en 2015 a montré que les taux de malnutrition aiguë globale dépassaient 14 pour cent – 17,4 pour cent chez les garçons et 11,5 pour cent chez les filles – en certains endroits de la préfecture de Siguiri, et que la situation en matière de nutrition était compliquée par des facteurs aggravants tels que les taux élevés de mortalité, de carences en micronutriments et de paludisme. En 2016, le PAM et ses partenaires, parmi lesquels le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Hellen Keller International, ont mené des interventions liées à la nutrition; une enquête SMART de suivi est en cours pour mesurer les effets de ces interventions.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

9. La révision budgétaire maintient les activités en cours du programme de pays sans profonds changements, et les repas scolaires, la récupération nutritionnelle et l'appui au profit du renforcement de la résilience des communautés vulnérables resteront les piliers du programme de travail du bureau de pays pour les 18 mois à venir.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activités	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation/(Diminution)			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
1	Repas scolaires	183 714	187 902	371 616	663 974	175 747	239 721	75 312	56 583	131 895
	Rations à emporter pour les filles	–	187 902	187 902	–	175 747	175 747	–	12 155	12 155
	Total partiel*	183 714	187 902	371 616	63 974	175 747	239 721	119 740	12 155	131 895
5	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – enfants âgés de 6 à 59 mois	23 687	26 593	50 280	20 687	22 093	42 780	3 000	4 500	7 500
	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – femmes enceintes et mères allaitantes	–	21 247	21 247	–	20 325	20 325	–	922	922
	Personnes sous traitement antirétroviral (VIH) et leur ménage	42 008	43 009	85 017	6 964	37 235	44 199	5 331	5 774	11 105
	Personnes sous traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS) (tuberculose) et leur ménage	5 221	7 316	12 537	4 021	6 016	10 037	1 200	1 300	2 500
	Supplémentation alimentaire généralisée: enfants âgés de 6 à 59 mois	9 044	10 156	19 200	–	–	–	–	–	–
	Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes	–	3 500	3 500	–	–	–	–	–	–
	Total partiel*	93 677	139 120	232 797	39 563	98 573	128 099	9 531	12 496	22 027
6	Prévention de la malnutrition chronique – femmes enceintes et mères allaitantes	–	7 000	7 000	–	4 000	4 000	1 440	1 560	3 000
	Total partiel*	–	7 000	7 000	–	4 000	4 000	1 440	1 560	3 000
8	Petits agriculteurs	33 000	132 000	165 000	(31 612)	(124 138)	(155 750)	1 388	7 862	9 250
	Total partiel*	33 000	132 000	165 000	(31 612)	(124 138)	(155 750)	87 671	78 501	166 172
Total*		322 550	471 397	793 947	62 847	90 439	153 286	322 550	471 397	793 947

* Sans double comptage des bénéficiaires.

10. Le programme de pays dans sa version prolongée sera mis en œuvre par le PAM, en partenariat étroit avec le Gouvernement, en particulier pour promouvoir une plus grande implication du Gouvernement au niveau des repas scolaires et des programmes relatifs à la nutrition. Pour parvenir à accroître l'accès des petits exploitants aux marchés et les achats locaux, il faudra disposer de compétences spécialisées dans les domaines du suivi des marchés, de l'assurance qualité des produits alimentaires et de l'inclusion financière, que fourniront des organisations non gouvernementales et des partenaires spécialisés. Le PAM travaillera en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, Catholic Relief Services, Plan International et le Centre canadien d'étude et de coopération internationale.
11. Les effets directs du programme de pays ont été adaptés au nouveau PSPP-T, compte tenu de la volonté du PAM d'appuyer le changement dans le cadre de ses activités en vue d'atteindre les objectifs relatifs à l'élimination de la faim. Trois effets directs façonneront les produits et les activités pendant la période couverte par la prolongation: les populations vulnérables en Guinée, y compris les enfants d'âge scolaire, auront accès tout au long de l'année à des aliments adéquats, sûrs et nutritifs; les populations les plus vulnérables en Guinée, y compris les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les personnes sous traitement antirétroviral ou antituberculeux souffrant de malnutrition, verront leur état nutritionnel s'améliorer d'ici à 2020; et les petits exploitants dans les zones ciblées, y compris les femmes et les jeunes, auront de meilleurs moyens d'existence leur permettant de mieux subvenir aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tout au long de l'année. Ces effets directs ont trait aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et aux problèmes liés à la mauvaise résilience des ménages et des communautés; ils s'appuient sur huit produits escomptés et huit activités prévues.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES JOURNALIÈRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE RÉVISÉS, PAR ACTIVITÉ (grammes/personne/jour)

	Activité 1 – Soutenir l'enseignement primaire		Activité 5 – Fournir des aliments nutritifs aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, et aux personnes qui vivent avec le VIH ou la tuberculose pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée								Activité 6 – Contribuer à la prévention de la malnutrition chronique chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, et chez les enfants de 6 à 23 mois		Activité 8 – Favoriser la création de points de vente pour les produits des petits producteurs et les achats de ces produits, et les achats locaux pour la demande institutionnelle et la demande du secteur privé	
	Repas chauds et rations à emporter pour les enfants fréquentant les écoles aidées par le PAM		Malnutrition aiguë modérée – enfants âgés de 6 à 59 mois	Malnutrition aiguë modérée – femmes enceintes et mères allaitantes	Personnes sous traitement antirétroviral	Ménages des personnes sous traitement antirétroviral	Personnes sous traitement DOTS	Ménages des personnes sous traitement DOTS	Supplémentation alimentaire généralisée – enfants	Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes	Prévention de la malnutrition chronique – enfants âgés de 6 à 23 mois		Assistance alimentaire pour la création d'actifs	
Céréales	150	-	-	-	-	200	-	200	-	-	-	200		
Légumes secs	30	-	-	-	-	60	-	60	-	-	-	20		
Huile végétale	10	82	-	25	25	25	25	25	-	25	-	10		
Sel iodé	3	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	2,5		
SuperCereal avec du sucre	-	-	-	270	270	-	270	-	-	270	-	-		
SuperCereal Plus	-	-	200	-	-	-	-	-	200	-	-	-		
Plumpy'Doz	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47	-		
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total	193	82	200	295	295	290	295	290	200	295	47	232,5		
Total kcal/jour	731	725	752	1 300	1 300	1 147	1 300	1 147	752	1 300	247	368		
% kcal d'origine protéique	9,7	-	16,6	13,4	9,2	9,2	9,2	9,2	18,3	13,8	8,6	8,8		
% kcal d'origine lipidique	13,9	100	23,2	34,0	21,1	21,1	21,1	21,1	16,5	27,7	55,3	12,3		
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	60	180	180	180	180	180	90	180	365	180		

Besoins en produits alimentaires

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR COMPOSANTE				
Activité	Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/ transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Chiffre actuel	Augmentation	Total révisé
1: Soutien à l'enseignement primaire	Produits alimentaires	29 794	6 385	36 179
2: Appui nutritionnel aux groupes vulnérables, y compris les personnes atteintes du VIH et de la tuberculose sous traitement qui souffrent de malnutrition	Produits alimentaires	8 705	316,84	9 022
	Transferts de type monétaire	–	1 557 414	1 557 414
3: Appui à l'approvisionnement par les communautés et au renforcement de la résilience	Produits alimentaires	4 660	3 018	7 678
	Transferts de type monétaire	437 896	–	437 896
4: Appui aux personnes, aux ménages et aux communautés touchés par Ebola	Produits alimentaires	1 463	–	1 463
Total	Total produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)	44 623	9 720	54 342
	Total transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	437 896	1 557 414	1 995 310

Évaluation des dangers et des risques et planification des mesures de préparation

12. Cette nouvelle phase d'exécution s'accompagne de divers risques contextuels: pénuries de ressources et ruptures d'approvisionnement, catastrophes naturelles localisées et faiblesse de la capacité de réponse au sein du Gouvernement et des communautés. Les principaux risques institutionnels sont l'insuffisance des allocations budgétaires nationales pour la poursuite des activités après le transfert des responsabilités au Gouvernement et la capacité limitée des parties prenantes nationales à mettre en œuvre les activités.
13. Pour atténuer ces risques, le PAM plaidera en faveur de l'augmentation des ressources, envisagera d'autres approches de financement avec le Gouvernement et renforcera les capacités des homologues nationaux à tous les niveaux. Il continuera de travailler avec les donateurs actuels tout en cherchant à élargir la base de financement en recourant de plus en plus à la mobilisation de fonds menée conjointement avec d'autres parties prenantes afin de maximiser les synergies. Un plan d'action prévoyant un ordre de priorité a été préparé afin d'atteindre tous les effets directs.
14. Le bureau de pays a mis au point des mécanismes pour répondre aux préoccupations en matière de protection, qu'il met en œuvre dans le cadre des activités qu'il mène au titre du programme. On prendra aussi systématiquement des mesures pour veiller à ce que le PAM soit responsable à l'égard des populations touchées, et on mettra en place une gestion des risques environnementaux et sociaux avec la participation des communautés locales. Le PAM et ses partenaires ont inclus des mesures de prévention de la violence sexiste dans leurs activités.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	7 766	4 437 982	
Légumes secs	950	484 322	
Huile et matières grasses	631	604 316	
Aliments composés et mélanges	242	247 253	
Autres	97	52 864	
Total, produits alimentaires	9 720	5 826 737	
Transport extérieur		604 356	
Transport terrestre, entreposage et manutention		1 715 131	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		29 475	
Produits alimentaires et coûts connexes¹			8 175 698
Transferts de type monétaire			1 557 414
Coûts connexes			67 149
Transferts de type monétaire et coûts connexes			1 624 563
Développement et augmentation des capacités			345 043
Coûts opérationnels directs			10 145 304
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			4 005 801
Total des coûts directs du projet			14 151 105
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			990 577
Coût total pour le PAM			15 141 683

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	649 166
Agents des services généraux	1 394 248
Total partiel	2 043 414
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	8 253
Sécurité	25 290
Voyages et transport	78 724
Études préalables, évaluations et suivi ¹	0
Total des coûts d'appui directs	4 005 801

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE I-C

TRANSFERS PAR COMPOSANTE									
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Composante 5	Composante 6	Composante 7	Composante 8	Total
Transferts alimentaires (en tonnes)	6 385	–	–	–	283	33,84	–	3 018	9 720
Transferts alimentaires (en dollars)	3 439 888	–	–	–	199 174	87 147	–	2 100 528	5 826 737
Transferts de type monétaire (en dollars)	–	–	–	–	1 624 450	–	–	–	1 624 450
Développement et augmentation des capacités (en dollars)									345 043

Liste des sigles utilisés dans le présent document

DOTS	traitement de brève durée sous surveillance directe
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
SMART	Suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition